

## L'ALTERNANCE PACIFIQUE DE 2018 EN RD CONGO : un tournant historique dans la trajectoire politique du Congo

par

**François BOKONA WIIPA BONDJALI**

Professeur, Faculté de Droit,  
Université de Kinshasa

### Résumé

Au terme de la présente réflexion, il ressort clairement que l'alternance pacifique du pouvoir au sommet de l'Etat, intervenue en 2018, en RD Congo, constitue un événement historique remarquable pour le pays et, plus largement, pour le continent africain. Cet événement marque la première passation non violente du pouvoir en RDC depuis son indépendance en 1960, ce qui représente un tournant symbolique dans l'histoire politique du pays. Les leçons tirées de cette transition pacifique invitent les acteurs politiques congolais à prioriser le dialogue et à renforcer les institutions démocratiques pour éviter les erreurs du passé.

**Mots-clés :** *alternance, pacifique, RD Congo, trajectoire politique*

### Abstract

At the end of this reflection, it is clear that the peaceful change of power at the top of the state, which took place in 2018 in the DR Congo, constitutes a remarkable historical event for the country and, more broadly, for the African continent. This event marks the first non-violent transfer of power in the DRC since its independence in 1960, which represents a symbolic turning point in the country's political history. The lessons learned from this peaceful transition invite Congolese political actors to prioritize dialogue and strengthen democratic institutions to avoid the mistakes of the past.

**Keywords :** *alternative, peaceful, DR Congo, political trajectory*

### INTRODUCTION

L'alternance pacifique de 2018 en République Démocratique du Congo a marqué un événement inédit dans l'histoire politique du pays, réputé pour ses transitions de pouvoir tumultueuses<sup>1</sup> et ses crises politiques<sup>2</sup>. En décembre 2018, après 18 ans au pouvoir, le président Joseph Kabila a quitté ses fonctions pour céder la place à Félix Tshisekedi, vainqueur de l'élection présidentielle. Cette transition a été la première alternance pacifique depuis l'indépendance du pays en 1960, marquant un point tournant dans la maturation de la démocratie congolaise et alimentant les espoirs de la population pour une nouvelle ère de stabilité et de développement<sup>3</sup>.

L'histoire politique de la RDC est jalonnée de conflits violents et de répressions<sup>4</sup>, le pays ayant souvent vécu des successions brutales de pouvoir et des gouvernements autoritaires. Depuis l'accession à l'indépendance, avec Patrice Lumumba, puis sous le règne de Mobutu Sese Seko qui dura plus de trois décennies, la RDC a connu un régime dictatorial et centralisé qui a plongé le pays dans la pauvreté et le sous-développement, malgré l'immensité de ses ressources naturelles<sup>5</sup>. La

<sup>1</sup> VILLERS, G. DE et OMASOMBO, J., "Une transition intransitive", Bulletin des séances de l'ARSOM, 2002, vol.48, n°2, pp.143-161 ; Jean Omasombo Tshonda et Noël Obotela Rashidi, « La dernière transition politique en R.D.C. », In l'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2005-2006.

<sup>2</sup> BOUVIER, P. et F. BOMBOKO, Le dialogue intercongolais. Anatomie d'une négociation à la lisière du chaos : contribution à la théorie de la négociation, Paris, L'Harmattan / Tervuren, Institut Africain CEDAF, 2004 ; MUTINGA, M., Chronique d'une paix négociée en RDC. Devoir de mémoire (1998-2003), Bruxelles, ed. Espace Afrique, 2005 ; VIRCOULON, T., "Ambiguïtés de l'intervention internationale en République Démocratique du Congo", Politique Africaine, n°98, juin 2005, pp. 79-95.

<sup>3</sup> G. Nzongola-Ntalaja, « La guerre, la paix et la démocratie au Congo », *Journal Of African Elections*, Volume II, n° 12, 2003, pp.1-11.

<sup>4</sup> O. Lanotte, *République Démocratique du Congo, guerres sans frontières*, Bruxelles, GRIP, 2003 ; C. Braeckman ; R. Brody ; P. Hazan (dir), *Le cri muet des collines. Dans l'Est du Congo la guerre tourne en boucle*, Bruxelles, Ed. Couleur livres, 2022 ; Baromètre sécuritaire du Kivu, *La cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo. Opportunités manquées, insécurité prolongée et prophéties auto-réalisatrices*, New York, 2021.

<sup>5</sup> I. Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris, Duculot, 1998 ; G. Aundu Matsanza, *Politiques et élites en R. D. Congo. De l'indépendance à la troisième république*, Louvain-La-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2015.

chute de Mobutu en 1997 a conduit Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, dont l'assassinat en 2001 a permis à son fils, Joseph Kabila, de lui succéder. Bien que des élections multipartites aient été organisées en 2006 et en 2011 sous la présidence de Joseph Kabila, les processus électoraux ont été émaillés de contestations et de violences, renforçant l'idée d'une instabilité politique chronique en RDC<sup>6</sup>.

Dans ce contexte de longue tradition d'absorption du pouvoir par la force, l'élection de 2018 s'annonçait déterminante pour l'avenir politique du pays. D'un côté, les citoyens congolais, épuisés par des décennies de conflits et de crise économique, espéraient voir naître une démocratie plus représentative et respectueuse de leurs droits. De l'autre, la communauté internationale exerçait des pressions constantes pour garantir un processus électoral pacifique et transparent, marquant une rupture nette avec les pratiques politiques antérieures. Cependant, malgré cette alternance, la transition ne s'est pas faite sans tensions : de nombreux observateurs, y compris l'Église catholique congolaise (CENCO), ont fait état d'irrégularités et de possibles arrangements entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi pour assurer une continuité partielle du pouvoir<sup>7</sup>.

L'événement a aussi eu des répercussions majeures au niveau régional et continental, encourageant d'autres États africains à envisager des processus démocratiques similaires et pacifiques. Cette alternance en RDC a inspiré de nombreux acteurs politiques, en RDC comme ailleurs en Afrique, en montrant que même les pays marqués par de longues périodes de crise politique peuvent réussir une transition pacifique de pouvoir. Elle a également mis en lumière l'importance de la société civile, notamment de l'Église catholique, dans l'accompagnement des processus électoraux et la consolidation de la démocratie.

Ainsi, l'alternance pacifique de 2018 en RDC ne se résume pas seulement à un changement de pouvoir ; elle marque un tournant symbolique et pratique dans la gestion des affaires publiques, l'expression de la volonté populaire et la reconfiguration des alliances politiques. Cette étude vise ainsi à analyser l'importance de cette transition pacifique dans le contexte politique et historique de la RDC. En retraçant les principaux enjeux, les défis et les implications de cet événement, nous explorons dans quelle mesure cette alternance pacifique peut renforcer la démocratie en RDC et offrir un modèle d'inspiration pour d'autres États africains confrontés à des enjeux de gouvernance similaires. Nous aborderons également les obstacles que le nouveau pouvoir doit surmonter pour consolider ce tournant démocratique et répondre aux aspirations de la population congolaise.

## I. CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE DE L'ALTERNANCE EN RDC

### 1.1. L'héritage des crises politiques et des transitions manquées

Depuis son indépendance en 1960, la RDC a traversé de nombreuses crises politiques et des périodes de transition souvent marquées par l'instabilité et la violence. Dès les premiers jours de la jeune république, des conflits ethniques et des luttes de pouvoir internes ont fragilisé les institutions et conduit à des transitions souvent avortées ou contrôlées par des acteurs étrangers. Le renversement de Patrice Lumumba, premier Premier ministre du pays, avec l'implication de puissances étrangères<sup>8</sup>, a inauguré une longue période d'instabilité et de dépendance vis-à-vis des intérêts extérieurs<sup>9</sup>.

Sous le régime autoritaire de Mobutu Sese Seko, qui a pris le pouvoir en 1965 par un coup d'Etat, le pays a connu plus de trois décennies de dictature marquées par une centralisation excessive, la répression excessive (pendaison) des opposants politiques et une marginalisation de la société civile. Le régime de Mobutu a non seulement affaibli les institutions démocratiques, mais il

<sup>6</sup> G. Gerold & T. Sullivan, « République démocratique du Congo : une alternance pacifique est-elle encore possible ? », *Note de la FRS*, n°04, 2017 ; BOUVIER, P. ET OMASOMBO TSHONDA, J. (2012), « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in Marysse, S. et Omasombo Tshonda, J., *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan.

<sup>7</sup> CENCO, *Rapport d'observation des élections de 2018 en RDC*, Kinshasa, 2019.

<sup>8</sup> Jean Omasombo Tshonda, « Lumumba, drame sans fin et deuil inachevé de la colonisation », In *Cahiers d'études africaines*, n°173-174, 2004, pp. 221-261.

<sup>9</sup> G. Nzongola-Ntalaja, Op.cit.

a également instauré un système de clientélisme et de corruption profondément enraciné dans les structures politiques du pays<sup>10</sup>. Malgré des tentatives de démocratisation dans les années 1990, sous la pression des acteurs nationaux et internationaux, la transition vers un régime démocratique a été interrompue par la chute de Mobutu en 1997, à la suite de la première guerre du Congo. Cette guerre, puis celle de 1998, ont plongé le pays dans une spirale de conflits armés alimentés par des enjeux régionaux et l'intervention de plusieurs pays voisins, rendant toute tentative de stabilisation durable aléatoire.

Les élections de 2006, organisées sous l'égide de la communauté internationale, représentaient la première tentative sérieuse de transition démocratique en RDC depuis l'indépendance. Bien qu'elles aient permis de confirmer Joseph Kabila au pouvoir, elles furent entachées de violences et de contestations, marquant une rupture avec les espoirs de nombreux Congolais de voir émerger un véritable État de droit. Les élections de 2011 ont suivi la même trajectoire, avec des accusations de fraude massive et des tensions entre les partisans des différents candidats, renforçant le sentiment de défiance envers les processus électoraux et limitant l'adhésion populaire aux institutions étatiques<sup>11</sup>.

## 1.2. Joseph Kabila et la consolidation d'un régime contesté (2001-2018)

Joseph Kabila accède à la présidence en 2001 après l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila, dans un contexte de guerre et de profondes divisions politiques. Âgé de seulement 29 ans à son entrée en fonction, Kabila a rapidement dû affronter des défis complexes, notamment la pacification du pays, l'intégration des groupes armés dans le cadre d'un processus de réconciliation nationale et la relance de l'économie dévastée. Afin de consolider son pouvoir, Kabila a entrepris des réformes institutionnelles et a cherché à établir une légitimité à travers l'organisation d'élections multipartites en 2006, qui ont bénéficié d'un soutien financier et logistique important de la communauté internationale<sup>12</sup>.

Toutefois, après sa réélection controversée en 2011, Joseph Kabila a fait face à une montée des critiques, tant au niveau national qu'international. Les contestations internes, alimentées par la frustration populaire face aux promesses non tenues en matière de développement et de sécurité, se sont accrues. En 2016, alors que Kabila atteint la limite de ses deux mandats constitutionnels, il reporte les élections, invoquant des motifs logistiques et financiers, et déclenche une crise politique majeure. Ce report a été perçu comme une tentative de prolongation indéfinie de son pouvoir, suscitant une forte opposition au sein de la société civile, des partis politiques d'opposition, ainsi que de l'Église catholique, qui a joué un rôle crucial en plaidant pour une transition pacifique et constitutionnelle<sup>13</sup>.

Les pressions internationales pour organiser des élections crédibles en RDC se sont intensifiées face à la détérioration de la situation politique. Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs autres partenaires internationaux ont exercé une pression diplomatique continue pour garantir le respect de la Constitution et la tenue d'élections. Ce climat de tensions et d'incertitude a dominé la fin de l'année 2016 et les années qui ont suivi, renforçant les divisions internes au sein du gouvernement et du parti au pouvoir. Finalement, après de multiples reports et sous la pression de la rue<sup>14</sup>, les élections se sont tenues en décembre 2018, ouvrant la voie à la première alternance pacifique dans l'histoire de ce pays.

<sup>10</sup> Yves Paul Mandjem, « Les Gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? en voie de sortie de crise en Afrique ? », *Revue africaine des relations internationales*, Vol. 12, Nos. 1 & 2, 2009, pp. 81-182.

<sup>11</sup> G. Gerold & T. Sullivan, Op. Cit. ; P. Bouvier et J. Omasombo Tshonda, « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in Marysse, S. et Omasombo Tshonda, J., *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012.

<sup>12</sup> G. Nzongola-Ntalaja, Op. cit.

<sup>13</sup> CENCO, *Rapport d'observation des élections de 2018 en RDC*, Kinshasa, 2019.

<sup>14</sup> T. Ilaka Mabolu, *Émergence des mouvements citoyens en RDC. Des utopies créatrices aux révoltes populaires pour la transformation sociopolitique*, Mémoire de DEA en Sciences politiques, UNIKIN, 2023.

Cette transition, bien que non exempte de critiques et de suspicions de fraude, a été acceptée par les principaux acteurs politiques et a permis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi. Elle marque un moment décisif dans l'histoire politique de la RDC, illustrant une rupture avec les pratiques autoritaires et la consolidation d'un espoir démocratique qui demeure, malgré les nombreux défis que doit encore surmonter le pays pour garantir une stabilité durable.

## II. LE PROCESSUS ELECTORAL DE 2018 ET SES DEFIS

### 2.1. Les préparations et la campagne électorale

L'organisation des élections de 2018 en RDC a fait face à des défis logistiques, techniques et financiers de grande ampleur, dans un climat politique tendu. Ces élections ont été marquées par plusieurs controverses, dont l'introduction des machines à voter. La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), chargée de superviser le processus, a décidé d'utiliser des machines à voter électroniques pour faciliter le dépouillement et réduire les délais de publication des résultats. Cependant, cette décision a suscité une vive controverse : de nombreux acteurs politiques, notamment l'opposition, craignaient que l'utilisation de ces machines ne compromette la transparence et l'intégrité des élections. Des accusations ont été émises quant à leur potentiel de manipulation et de dysfonctionnement technique, des inquiétudes d'autant plus exacerbées que les Congolais étaient peu familiarisés avec cette technologie<sup>15</sup>.

En termes de formations politiques, le paysage électoral était dominé par trois principales coalitions. Le *Front Commun pour le Congo* (FCC), constitué autour de Joseph Kabila, regroupait une vaste alliance de partis favorables à la continuité de son influence politique. En face, la coalition *Lamuka*, soutenue par l'homme d'affaires et homme politique Martin Fayulu, représentait une opposition déterminée, dénonçant le manque de transparence du processus électoral et mobilisant une partie importante de la population. Enfin, la coalition *Cap pour le Changement* (CACH), dirigée par Félix Tshisekedi, fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, proposait une alternative politique visant à garantir une rupture avec les pratiques autoritaires et corrompues du passé. La compétition entre ces coalitions a intensifié la campagne électorale, avec des discours enflammés et une mobilisation importante de l'électorat malgré les obstacles logistiques<sup>16</sup>.

### 2.2. Les défis de l'indépendance et de la transparence électorale

Les élections de 2018 ont été organisées dans un climat marqué par des suspicions de partialité et de manque de transparence, avec un rôle controversé de la CENI. Bien que cette institution soit officiellement indépendante, ses liens présumés avec le régime de Joseph Kabila ont suscité des accusations de partialité dans la gestion des élections. La CENI a ainsi été critiquée pour ses choix, notamment l'utilisation des machines à voter, mais aussi pour la gestion de la logistique électorale, qui a semblé défavoriser certains secteurs géographiques, en particulier les régions où l'opposition était fortement implantée<sup>17</sup>.

Face à ces doutes, la communauté internationale, notamment l'Union Européenne, les Nations Unies et d'autres observateurs internationaux, ont mis en place des mécanismes de suivi afin d'encourager la transparence du processus électoral. Bien que les observateurs internationaux aient rencontré des difficultés pour accéder aux données et pour surveiller pleinement le déroulement des opérations, leur présence a contribué à mettre en lumière certaines des irrégularités observées. Toutefois, le gouvernement congolais a été réticent à accepter une implication internationale plus poussée, arguant de la souveraineté du pays et de la nécessité de limiter les influences extérieures dans son processus électoral.

<sup>15</sup> CENI, *Rapport de la Commission Électorale Nationale Indépendante sur les élections de 2018*.

<sup>16</sup> International Crisis Group, *République démocratique du Congo : Chronique d'une crise annoncée*. Rapport Afrique n°245, Bruxelles, 2017.

<sup>17</sup> P. Bouvier et J. Omasombo Tshonda, « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in Marysse, S. et Omasombo Tshonda, J., *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012. ; R. Obetela, « 2011 ou l'année de l'espoir pour la République démocratique du Congo », *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, n°80, 2012, pp.11-29.

L'Église catholique, par le biais de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), a également joué un rôle central en menant une observation indépendante du scrutin. Grâce à ses réseaux étendus et à son influence auprès de la population, la CENCO a déployé plusieurs milliers d'observateurs électoraux à travers le pays pour surveiller les bureaux de vote et recueillir des informations sur le déroulement des opérations. Le rapport publié par la CENCO à la suite de l'élection a mis en évidence des irrégularités notables et des résultats divergents de ceux annoncés par la CENI, affirmant que les résultats officiels ne reflétaient pas nécessairement la volonté populaire telle qu'exprimée dans les urnes. Cette prise de position a eu un impact considérable sur l'opinion publique et a accentué les critiques de l'opposition, qui considérait la victoire de Félix Tshisekedi comme le fruit d'un arrangement politique plutôt que d'un résultat conforme aux choix des électeurs<sup>18</sup>.

En somme, le processus électoral de 2018 en RDC a révélé des défis majeurs, notamment liés à l'indépendance des institutions électorales, la transparence du vote, et les pressions politiques internes et externes. Ces éléments ont non seulement influencé les résultats, mais aussi montré la nécessité de réformes structurelles pour renforcer la démocratie congolaise et garantir des élections libres et crédibles dans l'avenir.

### **III. LES RESULTATS ET LA DECLARATION DE LA VICTOIRE DE FELIX TSHISEKEDI**

#### **3.1. Les résultats controversés**

Les élections de décembre 2018 ont conduit à la proclamation de Félix Tshisekedi comme vainqueur de la présidentielle, un résultat qui a rapidement suscité des interrogations et des contestations. La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a annoncé la victoire de Tshisekedi avec environ 38,6 % des suffrages exprimés, devant Martin Fayulu, qui, selon des sources indépendantes, notamment la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), avait obtenu un soutien populaire largement supérieur. Le rapport d'observation de la CENCO, basée sur des données recueillies par ses milliers d'observateurs déployés dans tout le pays, suggérait que les résultats publiés ne reflétaient pas la volonté populaire. Martin Fayulu s'est ainsi déclaré « véritable vainqueur » des élections, accusant la CENI de manipulations électorales et alléguant l'existence d'un « deal » politique entre Félix Tshisekedi et le président sortant, Joseph Kabila, visant à préserver l'influence de ce dernier au sein des institutions.

Les réactions internationales ont également été mitigées. Les États-Unis, l'Union Européenne et l'Union Africaine ont exprimé des réserves face à la crédibilité des résultats et appelé les autorités congolaises à veiller à la transparence et à la légitimité du processus. Cependant, en raison des risques d'instabilité, plusieurs acteurs internationaux se sont progressivement résignés à accepter les résultats proclamés, estimant que la stabilité de la RDC primait sur une remise en question frontale des résultats électoraux<sup>19</sup>.

#### **3.2. Réactions et acceptation pacifique du pouvoir**

Dans un contexte historique où la transition politique en RDC a souvent été marquée par des violences, le choix de Martin Fayulu de ne pas appeler à la mobilisation violente fut déterminant. Bien qu'il ait maintenu son opposition et dénoncé des irrégularités électorales, Fayulu a opté pour une contestation pacifique en s'engageant à respecter la sécurité et la stabilité du pays. Cette posture a contribué à limiter les tensions qui auraient pu dégénérer en affrontements violents, compte tenu du fort soutien populaire dont il bénéficiait. Il a en outre saisi la Cour Constitutionnelle pour contester les résultats, bien que cette dernière ait validé la victoire de Tshisekedi.

L'Église catholique et la communauté internationale ont joué un rôle crucial dans cet apaisement, appelant les parties prenantes au calme et à la paix. La CENCO, particulièrement active, a exhorté les leaders politiques à agir dans l'intérêt du peuple congolais, rappelant que la violence ne devait pas être la réponse à une crise électorale. Cette approche a permis de préserver un climat

<sup>18</sup> CENCO, 2019, Op.cit.

<sup>19</sup> Mission d'observation électorale du Centre Carter en RDC, *Rapport des élections présidentielles et législatives* du 30 décembre 2018.

de relative stabilité et de favoriser une acceptation progressive des résultats malgré le scepticisme ambiant.

### **3.3. Implications d'un transfert pacifique dans un contexte où l'histoire du pays est marquée par des successions violentes**

La transition pacifique de pouvoir de 2018-2019 en RDC constitue une rupture significative avec les précédents modes de succession politique dans le pays. Depuis l'indépendance, la RDC a connu plusieurs changements de pouvoir, souvent marqués par des coups d'État, des assassinats politiques ou des conflits armés. Cette alternance pacifique, même controversée, a ouvert la voie à une nouvelle perspective pour la RDC, en démontrant qu'une transition non violente était possible malgré les tensions internes. Elle a permis au pays d'espérer la mise en place d'un cadre plus démocratique et de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions politiques.

Les implications de cette alternance vont au-delà des élections de 2018. En effet, elle montre la capacité de la RDC à gérer pacifiquement des transitions, un élément crucial pour la stabilité régionale et pour les futures élections dans le pays. De plus, ce processus a permis de démontrer la puissance de la mobilisation citoyenne<sup>20</sup> et le rôle de la société civile<sup>21</sup>, en particulier l'Église catholique, comme garants de la paix et de la transparence. Ce tournant a également encouragé les acteurs politiques à reconnaître l'importance du dialogue et de la négociation pour résoudre les crises électorales, une avancée prometteuse pour la démocratie congolaise.

## **IV. IMPLICATIONS ET SIGNIFICATION DE L'ALTERNANCE PACIFIQUE POUR LA RDC**

### **4.1. Un espoir pour la démocratie congolaise**

L'alternance pacifique du pouvoir en 2018 a représenté un tournant historique pour la République Démocratique du Congo, offrant un symbole puissant de stabilité politique et de maturité démocratique. En parvenant à un transfert pacifique de la présidence, la RDC a montré qu'il est possible de rompre avec une histoire marquée par des transitions violentes et des crises politiques. Cette alternance est perçue comme le reflet d'une avancée démocratique, donnant l'espoir d'une normalisation des pratiques démocratiques dans le pays. Elle marque également un premier transfert pacifique du pouvoir exécutif depuis l'indépendance en 1960, ce qui a encouragé les citoyens congolais et les observateurs internationaux à envisager la consolidation d'un système de gouvernance plus stable et inclusif<sup>22</sup>.

Ce processus a renforcé l'idée que des élections peuvent être utilisées comme mécanisme légitime de succession politique, renforçant ainsi la culture démocratique en RDC. Pour de nombreux Congolais, cela a suscité un regain de confiance en la possibilité d'instaurer un État de droit où les institutions démocratiques sont respectées. Dans un contexte où l'histoire politique du pays a longtemps été dominée par des régimes autoritaires, cette transition pacifique est apparue comme un signal positif pour l'avenir démocratique du Congo, bien que fragile<sup>23</sup>.

### **4.2. Les défis immédiats pour Félix Tshisekedi**

L'accession au pouvoir de Félix Tshisekedi a été accompagnée de nombreux défis, notamment celui de gérer un gouvernement de coalition avec le *Front Commun pour le Congo* (FCC), la plateforme politique soutenue par l'ancien président Joseph Kabila. Cette alliance forcée a limité la marge de manœuvre de Tshisekedi, confronté aux influences persistantes de l'ancien régime au sein des institutions. Cette situation a généré des tensions au sein de l'appareil politique et entravé certaines

<sup>20</sup> T. Ilaka Mabolu, Op.cit.

<sup>21</sup> V. Magnani & T. Vircoulon, « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », in *Politique étrangère*, vol. 84, n° 2, 2019, p. 9-23.

<sup>22</sup> (Nzongola-Ntalaja, 2018 ; Englebert, 2019)

<sup>23</sup> CENCO, 2019, Op.cit.

initiatives de réforme souhaitées par le nouveau président, notamment en matière de lutte contre la corruption et de gouvernance<sup>24</sup>.

Les défis de sécurité ont également été une priorité pour le nouveau gouvernement. La persistance des conflits armés dans l'Est de la RDC, alimentés par des groupes rebelles et des rivalités ethniques, a fragilisé la stabilité nationale et la crédibilité de l'État. Tshisekedi est confronté à la tâche complexe de restaurer l'autorité de l'État dans ces régions et de promouvoir la paix en mobilisant des moyens de gouvernance et de défense efficaces. De plus, les attentes de la population en matière de développement socio-économique et de réformes institutionnelles constituent une pression constante pour le gouvernement, qui doit démontrer sa capacité à répondre aux besoins de la société congolaise dans un contexte de grandes attentes pour le renouveau du pays<sup>25</sup>.

#### 4.3. Les effets de cette alternance sur la société congolaise et sur l'Afrique

Sur le plan social, cette alternance a suscité un nouvel espoir parmi les jeunes et les acteurs de la société civile congolaise. Pour une jeunesse confrontée à des décennies de conflits et de crises politiques, l'alternance pacifique est une source d'inspiration et de motivation pour un engagement plus actif dans la vie publique. Elle souligne également le rôle crucial de la société civile dans le maintien de la démocratie et dans le suivi des processus électoraux. Le succès relatif de cette transition a mis en lumière la possibilité pour les citoyens de promouvoir le changement sans recourir à la violence, renforçant l'idée que l'engagement citoyen<sup>26</sup> est un pilier central de la gouvernance démocratique<sup>27</sup>.

Au-delà des frontières de la RDC, cette alternance a eu un impact symbolique pour d'autres pays africains, surtout ceux confrontés à des défis similaires de transition politique. La RDC, souvent perçue comme un « géant en sommeil » au cœur de l'Afrique, a démontré que la transition pacifique est possible même dans des contextes complexes. Cet exemple a pu inspirer d'autres pays à renforcer leurs propres processus démocratiques et à valoriser la voie pacifique dans la gestion des crises politiques. En Afrique subsaharienne, où les transitions pacifiques demeurent rares, le cas de la RDC en 2018 représente un modèle encourageant pour les mouvements en faveur de la démocratie et les jeunes générations dans des États où l'autoritarisme persiste<sup>28</sup>.

### CONCLUSION

L'alternance pacifique de 2018 en République Démocratique du Congo constitue un événement historique d'une ampleur significative pour le pays et, plus largement, pour le continent africain. Cet événement marque la première passation non violente du pouvoir en RDC depuis son indépendance en 1960, ce qui représente un tournant symbolique dans l'histoire politique du pays. Dans un contexte où les transitions démocratiques africaines sont souvent fragiles et ponctuées de crises, l'exemple de la RDC témoigne de la possibilité d'une stabilisation démocratique dans des États caractérisés par des antécédents de violence politique et de conflits armés. Cette alternance inspire ainsi l'espoir d'une consolidation démocratique dans une région historiquement marquée par l'instabilité<sup>29</sup>.

Par ailleurs, cet événement souligne l'importance des structures de la société civile, comme l'Église catholique et la CENCO, les mouvements citoyens, etc., dans le maintien de la démocratie et de la transparence. Ces acteurs ont joué un rôle déterminant dans la surveillance des élections et dans la médiation pacifique entre les différentes parties prenantes. La transition pacifique en RDC met en exergue le rôle central de la mobilisation citoyenne<sup>30</sup> et de la vigilance populaire pour garantir le respect de la volonté des électeurs.

<sup>24</sup> Dominique Kenge Mukinayi, « Pistes de solution à la crise sécuritaire de l'est de la République démocratique du Congo », *Études caribéennes* [En ligne], 56 | décembre 2023, mis en ligne le , consulté le 29 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/29430> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29430>

<sup>25</sup> T. Ilaka Mabolu, Op.cit.

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> CENCO, Op.cit.

<sup>28</sup> P. Jacquemot, *Afrique. La démocratie à l'épreuve*, Paris, Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube, 2022.

<sup>29</sup> G. Nzongola-Ntalaja, Op.cit.

<sup>30</sup> T. Ilaka Mabolu, Op.cit.

Cette alternance ouvre des perspectives pour l'avenir politique de la RDC, notamment en termes de gouvernance et de réformes institutionnelles. Le gouvernement de Félix Tshisekedi fait face à des défis considérables, notamment la consolidation de l'État de droit, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la sécurité, en particulier dans l'Est du pays. Les leçons tirées de cette transition pacifique invitent les acteurs politiques congolais à prioriser le dialogue et à renforcer les institutions démocratiques pour éviter les erreurs du passé.

Pour l'Afrique, l'expérience de la RDC démontre qu'une alternance démocratique est réalisable même dans des pays aux contextes politiques tendus. Le cas de la RDC peut servir de modèle pour d'autres nations en quête de stabilité et de démocratie. La transition pacifique de 2018 laisse ainsi entrevoir une nouvelle ère pour la RDC, marquée par une plus grande résilience démocratique et une participation citoyenne accrue, augurant un avenir où les élections démocratiques deviendront un standard pour la succession des pouvoirs.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUNDU MATSANZA, G., *Politiques et élites en R. D. Congo. De l'indépendance à la troisième république*, Louvain-La-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2015.
- BOUVIER, P. et OMASOMBO TSHONDA, J., « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo », in MARYSSE, S. et OMASSOMBO TSHONDA, J., *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- CENCO, *Rapport d'observation des élections de 2018 en RDC*, Kinshasa, 2019.
- GEROLD, G. & SULLIVAN, T., « République démocratique du Congo : une alternance pacifique est-elle encore possible ? », *Note de la FRS*, n°04, 2017.
- ILAKA MABOLU, T., *Émergence des mouvements citoyens en RDC. Des utopies créatrices aux révoltes populaires pour la transformation sociopolitique*, Mémoire de DEA en Sciences politiques, UNIKIN, 2023.
- International Crisis Group, *République démocratique du Congo : Chronique d'une crise annoncée. Rapport Afrique n°245*, Bruxelles, 2017.
- JACQUEMOT, P., *Afrique. La démocratie à l'épreuve*, Paris, Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube, 2022.
- KENGE MUKINAYI, D., « Pistes de solution à la crise sécuritaire de l'est de la République démocratique du Congo », *Études caribéennes* [En ligne], 56 | décembre 2023, mis en ligne le , consulté le 29 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/29430> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29430>
- MAGNANI, V. & VIRCOULON, T., « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », in *Politique étrangère*, vol. 84, n° 2, 2019, p. 9-23.
- MANDJEM, Y- P. « Les Gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? en voie de sortie de crise en Afrique ? », *Revue africaine des relations internationales*, Vol. 12, Nos. 1 & 2, 2009, pp. 81-182.
- Mission d'observation électorale du Centre Carter en RDC, *Rapport des élections présidentielles et législatives du 30 décembre 2018*.
- NDAYWEL à NZIEM, I., *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris, Duculot, 1998.
- NZONGOLA-NTALAJA, G., « La guerre, la paix et la démocratie au Congo », *Journal Of African Elections*, Volume II, n° 12, 2003, pp.1-11.
- OBETELA, R. , « 2011 ou l'année de l'espoir pour la République démocratique du Congo », *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*, n°80, 2012, pp.11-29.